

automne une convulsion politique, et avant que cet événement se produise, il faudrait que nous connussions l'opinion de ces experts qui rassurent tant le marquis de Salisbury."

Ce débat indique que les hommes d'État anglais ne sont pas sans songer aux périls qui peuvent menacer la puissante Albion, et qu'ils n'entendent point qu'elle soit prise au dépourvu. Lord Roseberry plus pessimiste, lord Salisbury moins alarmiste, sont en dissidence plutôt par le ton que par le fond de leurs discours.

A la chambre des communes, M. Chamberlain a pris texte de certains documents trouvés par lord Roberts dans les archives à Bloemfontein, pour prononcer des paroles destinées à intimider l'opposition. Des députés libéraux avaient, paraît-il, écrit, avant le commencement de la guerre, des lettres dans lesquelles ils traçaient aux Boërs, sous forme d'avis, une sorte de programme à suivre. Trois membres du parlement auraient écrit de ces lettres. Le secrétaire d'État pour les colonies a fait à ce sujet, la déclaration suivante :

"Le point le plus intéressant de cette correspondance était une sorte d'admission générale de griefs de la part de l'Angleterre et de la nécessité d'opérer des réformes dans le Transvaal. Mais les auteurs des lettres suggéraient que le président Krüger pourrait ne faire que des concessions temporaires et attendre qu'une réaction se produise en Angleterre.

"Je ne puis évidemment donner un avis légal sur le point de savoir si cette correspondance constitue une trahison; mais, quant à moi, si j'estime qu'il n'y a pas là de trahison proprement dite, j'estime néanmoins que ces lettres n'auraient pas dû être écrites par des sujets anglais, quand le gouvernement de Sa Majesté était engagé dans des négociations difficiles et importantes. Je me propose, en conséquence, d'envoyer ces lettres en premier lieu aux députés dont il s'agit et de leur demander s'ils ont l'intention de fournir une explication quelconque. Le gouvernement de Sa Majesté attendra d'avoir reçu leurs réponses pour décider s'il y a lieu ou non de publier la correspondance en question."

Ici un vif incident s'est produit. Un député libéral, M. MacNeill, s'est écrié :

"A-t-on trouvé dans les archives une copie de la correspondance Cecil Rhodes-Chamberlain.

"M. Chamberlain. — Non, monsieur, parce que cette cor-